



Chapitre C-59

LOI SUR LE CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

- «ministre».* **1.** Dans la présente loi, le mot «ministre» signifie le premier ministre ou le ministre qu'il désigne.
1973, c. 7, a. 1.
- Organisme constitué. **2.** Un organisme d'étude et de consultation, ci-après appelé «le Conseil», est constitué sous le nom de «Conseil du statut de la femme».
1973, c. 7, a. 2; 1977, c. 5, a. 14.
- Avis au ministre. **3.** Le Conseil doit donner son avis au ministre sur toute question que celui-ci lui soumet relativement aux sujets qui concernent l'égalité et le respect des droits et du statut de la femme.
- Études et recherches. Il peut aussi, avec l'approbation préalable du ministre, entreprendre l'étude de toute question qui relève du domaine de l'égalité et du respect des droits et du statut de la femme et effectuer ou faire effectuer les recherches qu'il juge utiles ou nécessaires.
- Audition de requêtes. Le Conseil peut recevoir et entendre les requêtes et suggestions des individus et des groupes sur toute question visée au présent article.
- Information du public. Le Conseil peut fournir de l'information au public sur toute question individuelle ou collective concernant l'égalité et le respect des droits et du statut de la femme.
1973, c. 7, a. 3.
- Recommandations. **4.** Le Conseil doit communiquer au ministre les constatations qu'il a faites et les conclusions auxquelles il arrive et lui faire les recommandations qu'il juge appropriées et s'assurer qu'on y donne suite.
1973, c. 7, a. 4.
- Référence de problèmes. **5.** Le Conseil doit saisir le ministre de tout problème ou de toute question qu'il juge de nature à nécessiter une étude ou une action de la part du gouvernement.
1973, c. 7, a. 5.

- Comités spéciaux. **6.** Le Conseil peut, avec l'approbation préalable du ministre, former des comités spéciaux pour l'étude de questions particulières et charger ces comités de recueillir les renseignements pertinents et de faire rapport au Conseil de leurs constatations et recommandations.
- Composition. Ces comités peuvent, avec l'approbation préalable du ministre, être totalement ou partiellement formés de personnes qui ne sont pas membres du Conseil; les allocations de présence et les honoraires des personnes qui ne sont pas membres du Conseil sont déterminés par le Conseil conformément aux normes établies à cette fin par le gouvernement.

1973, c. 7, a. 6.

- Membres du Conseil. **7.** Le Conseil se compose des membres suivants, nommés par le gouvernement:
- a) le président;
 - b) quatre personnes choisies parmi celles qui sont recommandées par les associations féminines;
 - c) deux personnes choisies parmi celles qui sont recommandées par les groupes socio-économiques représentatifs;
 - d) deux personnes choisies parmi celles qui sont recommandées par les organismes syndicaux;
 - e) deux personnes choisies parmi celles qui sont recommandées par les milieux universitaires.

Vice-président. Le gouvernement nomme un vice-président parmi les personnes visées aux paragraphes *b* à *e*.

Membres d'office. Le sous-ministre des affaires sociales ou son délégué, le sous-ministre de l'éducation ou son délégué, le sous-ministre de la justice ou son délégué, le sous-ministre du travail et de la main-d'oeuvre ou son délégué, le sous-ministre de la fonction publique ou son délégué, le sous-ministre des affaires culturelles ou son délégué, le sous-ministre des communications ou son délégué, et le sous-ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières ou son délégué sont aussi, d'office, membres du Conseil, mais ils n'ont pas droit de vote.

1973, c. 7, a. 7; 1975, c. 76, a. 11.

Mandat. **8.** Les membres du Conseil, autres que ceux mentionnés au troisième alinéa de l'article 7, sont nommés pour quatre ans et le président est nommé pour cinq ans.

Mandat. Toutefois, trois des premiers membres autres que le président sont nommés pour un an, trois pour deux ans, deux pour trois ans et les deux autres pour quatre ans.

Renouvellement. Le mandat des membres du Conseil peut être renouvelé.

1973, c. 7, a. 8.

- Fonctions continuées. **9.** Les membres du Conseil demeurent en fonction nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.
1973, c. 7, a. 9.
- Vacance. **10.** Toute vacance survenant au cours de la durée du mandat d'un membre du Conseil autre que le président et que ceux mentionnés au troisième alinéa de l'article 7 est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer et pour le reste du mandat de la personne à remplacer.
1973, c. 7, a. 10.
- Devoirs du président. **11.** Le président dirige les activités du Conseil et en coordonne les travaux; il assume la liaison entre le Conseil et le ministre.
Honoraires, traitement. Le gouvernement fixe les honoraires, allocations ou le traitement du président qui doit s'occuper exclusivement du travail du Conseil et des devoirs de sa fonction.
1973, c. 7, a. 11.
- Indemnisation. **12.** Les membres du Conseil autres que le président et que ceux mentionnés au troisième alinéa de l'article 7 sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux séances du Conseil ou de ses comités et reçoivent une allocation de présence fixée par le gouvernement.
1973, c. 7, a. 12.
- Secrétaire, fonctionnaires. **13.** Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés du Conseil sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).
1973, c. 7, a. 13.
- Engagement de personnel. **14.** Nonobstant l'article 13, le Conseil peut, avec l'approbation préalable du ministre, engager les personnes requises pour effectuer des travaux autorisés par ce dernier.
1973, c. 7, a. 14.
- Lieu des séances. **15.** Le Conseil peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.
Quorum. Le quorum du Conseil est de cinq membres.
Réunions. Le Conseil doit se réunir aussi souvent que nécessaire.
1973, c. 7, a. 15.

Absence du président. **16.** Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, il est remplacé par le vice-président.

1973, c. 7, a. 16.

Règlements. **17.** Le Conseil peut adopter des règlements pour sa régie interne; ces règlements doivent, pour avoir effet, être approuvés par le gouvernement.

1973, c. 7, a. 17.

Rapport annuel. **18.** Le Conseil doit au plus tard le 30 juin de chaque année transmettre au ministre, qui le communique à l'Assemblée nationale, un rapport de ses activités pour l'année financière précédente.

1973, c. 7, a. 18.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 7 des lois annuelles de 1973, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 19 et 20, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre C-59 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1973 **LOIS REFONDUES, 1977**

Chapitre 7

Chapitre C-59

LOI DU CONSEIL DU
STATUT DE LA FEMME

LOI SUR LE CONSEIL
DU STATUT DE LA
FEMME

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 18	1 - 18	
19 - 20		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

